

Opinion



D.R.

Simone FalancaAuteur et journaliste d'investigation
italien basé en Belgique (*)

■ Quand l'Onu perd son prestige, le droit international redevient un rapport de force.

Dans le même esprit, l'Assemblée générale a institué une "Journée internationale contre les mesures coercitives unilatérales". Le débat sur les sanctions est légitime. Mais l'initiative a été portée par un noyau d'États dont plusieurs sont eux-mêmes sous sanctions occidentales ou régulièrement mis en cause pour leurs pratiques politiques – et où figurent, entre autres, la Russie, la Chine, l'Iran, Cuba, la Syrie et la Corée du Nord. Dans ce cadre, la "journée" met en scène un paradoxe: des États souvent accusés de piétiner les normes qu'ils invoquent se posent en gardiens du multilatéralisme, et utilisent le vocabulaire onusien pour reprocher aux démocraties libérales de ne pas être assez multilatérales.

Le Conseil des droits de l'homme repose sur un autre paradoxe: il dispose d'outils importants, mais ses 47 membres sont élus par l'Assemblée générale, souvent au terme d'équilibres régionaux et d'alliances de vote.

Or, ces dernières années, l'élection ressemble moins à une évaluation du respect réel des droits humains: le Conseil compte aussi, parmi ses membres, des États régulièrement critiqués à ce sujet et on y trouve par exemple la Chine, Cuba, le Qatar, l'Égypte, le Pakistan ou encore l'Irak. Quand cet esprit est perçu comme affaibli, les condamnations sont plus facilement contestées, les silences soupçonnés, et l'autorité du Conseil s'érode.

La crédibilité s'érode aussi lorsqu'une institution est perçue comme poreuse aux controverses de neutralité. L'Unrwa a traversé une crise majeure après qu'une enquête interne onusienne (OIOS) a conduit au licenciement de neuf membres du personnel,

jugés susceptibles d'implication dans les attaques du 7-October.

Crise de confiance

De telles affaires, même limitées, suffisent à abîmer l'idée même de sanctuarisation humanitaire. De même, certaines figures du système onusien, à commencer par la rapporteuse Francesca Albanese, cristallisent la crise de confiance: ses prises de parole ont été dénoncées par plusieurs capitales occidentales et par une partie de la presse internationale comme dépassant la critique légitime de la politique israélienne, au point d'alimenter une controverse durable sur l'impartialité même du mandat et d'avoir conduit Washington à la sanctionner. Le point n'est pas d'imposer une lecture unique d'un conflit, c'est de comprendre qu'une institution de droit ne survit que si elle paraît méthodiquement rigoureuse, prudente dans ses mots et irréprochable dans ses standards.

Dès lors, la question "Qui garde les gardiens?" n'est pas littéraire: elle est pratique. Une Onu contestée ne produit plus de contraintes; elle produit du bruit. Et dans le bruit, les États qui ont les moyens d'agir seuls finissent par le faire – puis par expliquer qu'ils n'avaient pas d'alternative crédible.

En 2026, nous voulons la paix. Mais il faudrait aussi vouloir – plus sobrement, plus difficilement – des institutions dignes de la paix. Sinon, la planète continuera d'apprendre cette leçon coûteuse: quand les gardiens ne sont plus gardés, les États reprennent leurs clés, ferment la porte, et appellent cela "réalisme".

→ (*) Simone Falanca publie en italien, anglais et en français.

OPINION

"Je suis en colère contre l'Église catholique qui n'évolue pas!"

■ Myriam Tonus, brillante théologienne, a quitté la "cathosphère". Combien faudra-t-il de "transfuges" pour que l'Église catholique romaine s'ouvre à l'ordination des femmes?



D.R.

Cécile Jacquerye-Heusers

Engagée dans l'Église catholique

Myriam Tonus, bien connue des lecteurs de *La Libre Belgique*, des auditeurs de la RTBF, et, de manière générale, des cathos un peu engagés, a annoncé son départ vers l'Église Protestante Unie de Belgique. C'est son choix. L'estime et l'amitié que j'ai pour elle ne bougeront pas d'un iota.

Au-delà de la tristesse de voir quitter la "cathosphère" une de nos théologiennes les plus attachantes et les plus perspicaces – elle a contribué notamment à faire connaître le grand Maurice Bellet⁽¹⁾ – il y a en moi une colère.

Une vraie colère. Une colère contre l'Église catholique qui n'évolue pas, malgré Anne Soupa, les prises de position répétées et les synodes en tout genre.

Oui, je suis en colère depuis des années. Comme Myriam sans doute.

Les femmes ne sont toujours pas reconnues dans l'Église catholique. Il y a bien quelques "déléguées épiscopales", mais pas question d'ordination diaconale ou presbytérale! Où était placée Rebecca Alsberge lors de la messe qui clôturait au Heysel la visite du Pape François en septembre 2024?

Discrimination à l'embauche... écrivais-je dans ce même journal, il y a plus de 20 ans! Où en est-on depuis lors?

Que Myriam Tonus quitte le navire, nos responsables n'en ont cure. "Bon débarras!" ai-je même lu sur le site Facebook de Cathobel qui, comme tous les réseaux sociaux, compile le meilleur et le pire.

Alors, combien faudra-t-il de "transfuges", combien de prêtres pédophiles ou manipulateurs sexuels, pour que nos évêques, enfin, tapent du poing sur la table pour faire changer la discipline catholique romaine?

En 2023, un groupe de chrétiens engagés dans le Diocèse de Liège a pu-

blié le fruit de longues réflexions collectives dans une brochure *Rendons l'Église au peuple de Dieu*⁽²⁾. Un de leurs souhaits était, notamment, que les aumônier-e-s d'hôpital qui ne sont pas prêtres puissent administrer le sacrement de l'onction des malades. Cette brochure a été censurée, retirée de la vente, par l'Évêque de Liège, Monseigneur Delville. Il voulait sans doute protéger ses prêtres du burn-out qui risquait de les atteindre s'ils ne se sentaient plus indispensables...

Alors, quand donc protesterons-nous collectivement? Un récent sondage de l'Ifop et du journal *La Croix* montre qu'une majorité de catholiques sont favorables à l'ordination diaconale et/ou presbytérale des femmes.

Protestons et protestons encore

Alors, Messieurs les Cardinaux, Messieurs les Évêques, Messieurs les Prêtres, quand donc ferez-vous la grève pour que la discipline de l'Église catholique romaine évolue, celle-là même qui entraîne tant de déviances sexuelles?

Bon vent, ma chère Myriam! L'Église Protestante Unie de Belgique est certainement une Église où tu t'épanouiras, pas comme ces Églises évangéliques qui mêlent politique et religion. Ouf!

Quant à nous, rien ne nous empêchera de protester, protester et encore protester... pour que nos arrière-petits-enfants voient enfin une Église catholique ouverte, égalitaire et souriante!

→ (1) Myriam Tonus, *Ouvrir l'espace du christianisme*. Albin-Michel, 2019

→ (2) "Rendons l'Église au peuple de Dieu! – Pour en finir avec le cléricalisme". Production collective, Liège, 2023